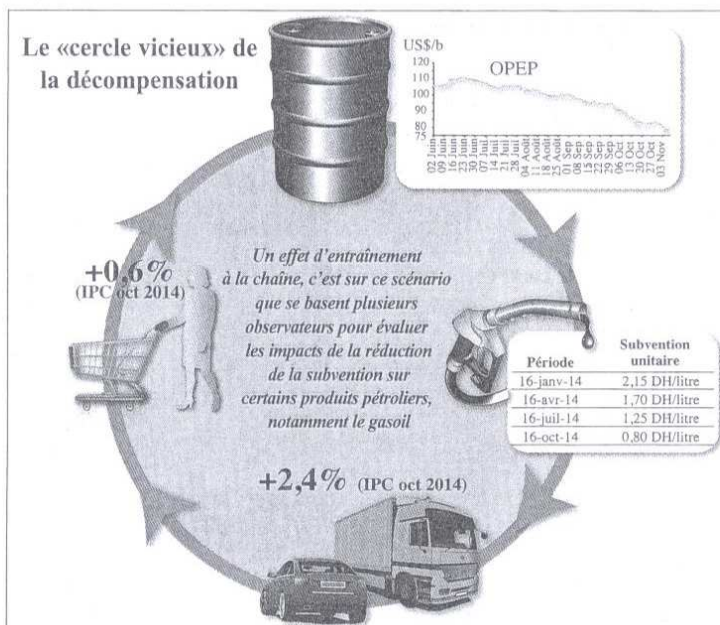


## Décompensation

# L'imprévisibilité des charges de carburant?

- **Transport: Une activité fortement exposée**
- **Coût de la vie: Une surchauffe annoncée début 2015**
- **Les opérateurs réclament un dispositif d'accompagnement**



**2015** sera pleine de surprises et les professionnels s'y attendent. La politique de décompensation entreprise par le gouvernement sur les prix de plusieurs produits pétroliers, en l'occurrence le gasoil et l'essence, n'épargnera pas la compétitivité de nombreuses activités stratégiques. «Nous percevons déjà des inquiétudes et crispations dans certains secteurs d'activité», signale Habib Malki, président du Centre marocain de conjoncture (CMC). Le secteur du

transport sera aux premières lignes des répercussions attendues sur l'évolution des charges de carburant, notamment sur

le segment du gasoil. Ce secteur est l'un des plus gros consommateurs du gasoil, dont les prix ont augmenté à trois reprises en cette année (la dernière hausse date du 16 octobre dernier pour s'établir à près de 10%). A l'exception du 16 juillet où le niveau de révision était supérieur de 4 centimes/litre, à la réduction de la subvention, l'augmentation du prix était de 49 centimes/litre contre une baisse de sub-

à fin octobre dernier, en comparaison avec le même mois en 2013. Plusieurs observateurs voient en cette variation les premières retombées de la suppression progressive de la subvention unitaire sur le prix du gasoil.

Inexorablement, les professionnels comptent répercuter ces augmentations de charges sur le consommateur. «L'absence de mesures d'accompagnement et d'une vision globale qui donnent un sens à la réforme fait que l'impact sera négatif sur notre modèle de croissance», explique le président du CMC. Cette cellule d'analyse, qui prépare une étude pour le mois de janvier sur le même sujet, est convaincue que la facture sera salée sur la compétitivité du secteur des transports, mais aussi pour le panier de la ménagère. «La loi de Finances 2015 ne prévoit pas de mesures significatives aussi bien pour l'entreprise que pour la consommation», rappelle l'économiste El Malki. Les véhicules diesel constituent près de 70% du parc des véhicules particuliers. Au-delà, c'est surtout la structure des coûts des produits alimentaires qui devrait être affectée. Le CMC projette une accentuation du coût de la vie dès les premiers mois de 2015, les mêmes causes provoquant les mêmes effets. Jusque-là, les prix des produits alimentaires ont aussi connu des hausses, avec 6,5% pour les fruits, 6,3% pour les légumes et 2,7% pour les pois-

### C'est le moment des emplettes!

**P**OUR les professionnels du raffinage, il est temps de stocker le maximum pour la reconstitution des réserves. Le prix du baril étant au plus bas, fluctuant autour de la barre des 63 dollars pour le Brent. Justement cette contraction des cours (-40% sur les six derniers mois) vient à peine d'être répercutée sur les prix à la pompe et les observateurs s'accordent sur le fait que la conjoncture est favorable à une reconstitution des stocks.

Pour rappel, les prix nationaux des produits pétroliers sont indexés sur les cours internationaux des produits raffinés et sur le niveau du baril de pétrole sur les marchés internationaux. Si les cours des produits raffinés et du brut peuvent paraître corollaires, des différenciations de tendances peuvent toutefois être relevées à très court terme. Ce décalage peut être expliqué par la pression de l'offre et de la demande ou par le processus industriel de transformation du pétrole brute en produits raffinés. □

vention de 45 centimes/litre. Les deux autres augmentations sont bien en deçà du niveau de la réduction de la compensation. En l'absence d'études d'impacts et de chiffres officiels, les supputations vont bon train sur l'estimation des retombées sur le business. Les professionnels parlent de «3 à 5%» de charges supplémentaires. Un chiffre qui risque de passer à «10%» - à prendre avec des pincettes - pour des conjonctures de hausse exceptionnelle du baril. Dans les dernières actualisations du Haut commissariat au plan (HCP), l'indice des prix à la consommation du secteur du transport a progressé de 2,4%

sons et fruits de mer. «Le poids du transport dans la structure des coûts de ces produits a fortement évolué tout au long de cette année. Nous ne disposons pas de projections chiffrées pour l'année à venir, mais son impact sera important sur les prix des produits agricoles», précise un responsable de l'Association des producteurs de fruits et légumes (Apefel). □

Safall FALL



## Décompensation

# Dernières baisses des prix avant 2015

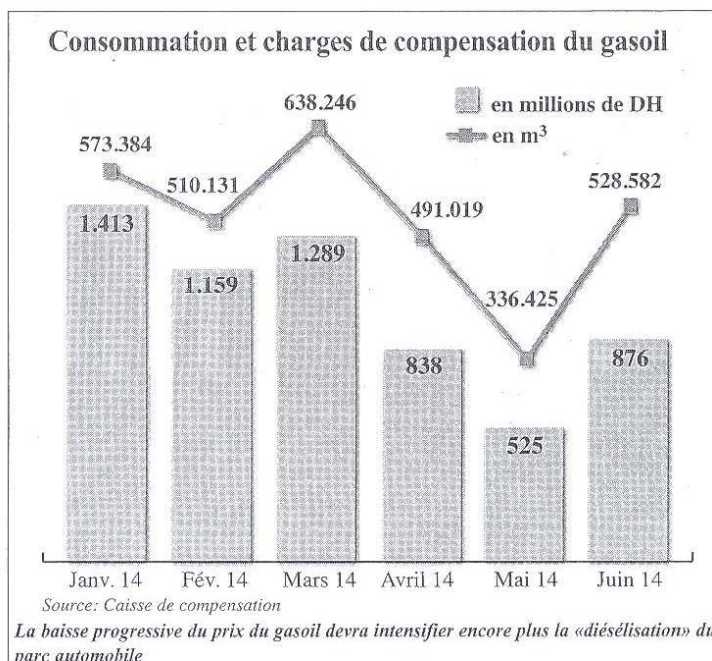


• Revision des tarifs à la pompe pour le gasoil et sans plomb

• Une convention d'homologation des prix bientôt finalisée avec les pétroliers

• Pour le CESE: Pas de décompensation sans mesures d'accompagnement

**B**ONNES nouvelles pour les automobilistes. Le super sans plomb est passé aujourd'hui à 10,86 DH/litre, soit 92 centimes en moins. Pour sa part, le prix du gasoil recule de 70 centimes le litre pour passer à 8,99 DH. Ces derniers ajustements du marché n'empêchent pas l'Etat et professionnels de se préparer à la totale décompensation. D'ici là, l'Etat



est en train de finaliser un système d'homologation des prix. C'est le dispositif que l'Etat négocie depuis plusieurs mois avec les pétroliers dans le cadre de l'accompagnement proposé à la réduction de certaines subventions sur les produits raffinés. «Cela devrait se faire dans le cadre d'une convention de partenariat entre les deux parties. L'objectif est de mettre en place un cadre de maîtrise des prix de certains produits pétroliers sensibles, en concertation avec les opérateurs du raffinage et de la distribution», explique Mohamed El Ouafa, ministre des Affaires générales. Cette mesure est annoncée comme un premier pas dans le processus d'adaptation et d'accompagnement tel que proposé par l'Etat aux professionnels du secteur des hydrocarbures. La réduction progressive de la subvention ouvre la voie à la libre-concurrence dans le secteur de la distribution des produits pétroliers. Le gouvernement veut s'assurer au maximum de la maîtrise des retombées socioéconomiques de cette mesure, surtout sur le gasoil. Du côté des principaux concernés, les opérateurs du secteur pétrolier, rien n'est encore acté. «C'est un projet qui a été soulevé avec le gouvernement, dans le cadre de la libéralisation du secteur. Nous sommes encore en train d'en négocier les grands principes», explique Ahmed Zaidi, président du Groupement des pétroliers

**La réduction progressive de la subvention ouvre la voie à la libre-concurrence dans le secteur de la distribution des produits pétroliers. Les opérateurs sont en train de négocier les principes d'un marché libéralisé**

analyse le rapport du Conseil. «Nous sommes devant le fait accompli de toute façon», explique, pour part, Mohamed Fettah, président de la Fédération de l'énergie. Pour le représentant de la CGEM, les professionnels devraient davantage s'intéresser à d'autres mécanismes, justement, pour s'adapter à cette nouvelle donne. Parmi les pistes envisageables, figure celle de la maîtrise de la consommation à travers la généralisation de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs économiques, ainsi que la promotion des énergies renouvelables. □

du Maroc (GPM). Pour ce dernier, la baisse des prix devrait logiquement se poursuivre en corrélation avec l'évolution du prix du baril. Avec la réduction de la subvention, le secteur des hydrocarbures est devenu hautement réactif. Cette année, d'ailleurs, l'Etat s'est engagé à rembourser une bonne partie de ses arriérés contractés auprès des pétroliers, pour s'offrir une marge de manœuvre en 2015. Sur un cumul de plus de 15 milliards de dirhams, le gouvernement compte bien boucler 2014 avec 5 milliards de dirhams d'arriérés rattrapés.

Une chose est sûre, la pilule de la réduction de la subvention des produits pétroliers ne passera pas sans mécanismes de soutien, aussi bien pour les pétroliers que pour les consommateurs, professionnels et particuliers. Pour ces derniers plus particulièrement, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) se veut très prudent. «Il est judicieux pour le gouvernement d'engager une réforme de la compensation, mais sa mise en œuvre nécessitera des mesures d'accompagnement afin d'en limiter les impacts socioéconomiques», explique Nizar Baraka, président du CESE. Dans son dernier rapport annuel, le CESE est on ne peut plus clair. «Cette mesure, qui a permis de maîtriser l'enveloppe budgétaire consacrée au soutien des prix, mériterait de s'inscrire dans le cadre d'une réforme globale et concertée du système de compensation qui tienne compte du nécessaire soutien du pouvoir d'achat, de la préservation des classes moyennes et du renforcement de la compétitivité des entreprises»,

analyse le rapport du Conseil. «Nous sommes devant le fait accompli de toute façon», explique, pour part, Mohamed Fettah, président de la Fédération de l'énergie. Pour le représentant de la CGEM, les professionnels devraient davantage s'intéresser à d'autres mécanismes, justement, pour s'adapter à cette nouvelle donne. Parmi les pistes envisageables, figure celle de la maîtrise de la consommation à travers la généralisation de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs économiques, ainsi que la promotion des énergies renouvelables. □

Safall FALL